

Décision n° 2026-1091
de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse
en date du 5 juin 2026
abrogeant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la société OUTREMER TELECOM
pour un réseau ouvert au public du service fixe
sur le territoire national

La présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2025 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2017-0020 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 3 janvier 2017 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OUTREMER TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2018-0379 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2018 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OUTREMER TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2019-1879 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse du 11 décembre 2019 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OUTREMER TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2022-0295 de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse du 3 février 2022 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OUTREMER TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2022-0372 de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse du 11 février 2022 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OUTREMER TELECOM pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision du 26 août 2024 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée de l'Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du 19 février 2025 portant délégation de signature pour les actes se rapportant au fonctionnement de l'Autorité ou à l'exécution de ses décisions ;

Vu la demande par voie électronique de la société OUTREMER TELECOM, reçue le 28 mai 2026 ;

Décide :

Article 1. Les liaisons suivantes attribuées par les décisions susvisées sont supprimées à compter de la date de la présente décision :

- Liaison OMT000613 attribuée par la décision n° 2022-0372 en date du 11 février 2022
- Liaison OMT000794 attribuée par la décision n° 2022-0295 en date du 3 février 2022
- Liaison OMT000806 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000810 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000813 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000814 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000817 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000841 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000842 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000843 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000870 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000883 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000925 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000934 attribuée par la décision n° 2017-0020 en date du 3 janvier 2017
- Liaison OMT000949 attribuée par la décision n° 2018-0379 en date du 21 mars 2018
- Liaison OMT000950 attribuée par la décision n° 2018-0379 en date du 21 mars 2018
- Liaison OMT001037 attribuée par la décision n° 2019-1879 en date du 11 décembre 2019

Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2. Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec son annexe, à la société OUTREMER TELECOM.

Fait à Paris, le 5 juin 2026,

Pour la Présidente et par délégation

Laurent CHAPELLE
Chef de l'unité gestion des fréquences